

# L'écosocialisme est bien plus qu'une stratégie : un projet de civilisation

lundi 20 février 2017, par [COSTA Alexandre Araújo](#), [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 15 février 2017).

**Alexandre Alexandre Araújo Costa - Pendant longtemps, les organisations de gauche n'ont pas accordé beaucoup d'attention aux questions environnementales en général, mais au moins depuis le 15<sup>e</sup> Congrès, la Quatrième Internationale semble s'inquiéter de plus en plus de la dite « crise écologique ». Qu'est ce qui a changé ?**

**Daniel Tanuro** - En effet, la plupart des organisations de gauche ont manqué le rendez-vous dans les années 1960, quand la dite « crise écologique » a émergé comme une nouvelle question d'intérêt social général (on peut d'ailleurs fixer une date symbolique de cette émergence : le livre de Rachel Carson, « Le Printemps Silencieux », publié en 1962). La raison principale, je pense, est que ces organisations étaient concentrées principalement sur les guerres et révolutions anticoloniales dans les pays dominés (Cuba, Algérie, Vietnam ...), sur les mouvements de masse contre la bureaucratie à l'Est (Pologne, Hongrie) et sur la convergence de la radicalisation des jeunes et des travailleurs en Occident (Mai 68, le « mai rampant italien de 69 »,...).

Mais cette raison n'est pas la seule, à mon avis. Il faut aussi admettre que la crise écologique mettait les organisations de gauche mal à l'aise sur le plan théorique. Par exemple, de nombreux auteurs se sentaient mal à l'aise avec la dénonciation de la technologie capitaliste et avec l'idée même de limites à la croissance. L'œuvre de Marx est très riche sur ces sujets, mais tout s'est passé comme si ses successeurs avaient oublié ses contributions (sur les *enclosures*, sur la rupture par le capital du « métabolisme social » humanité-nature, sur les conséquences en foresterie, en agriculture, en aménagement du territoire, par exemple). Cette amnésie semble avoir frappé même des penseurs marxistes révolutionnaires très créatifs et ouverts, comme notre camarade Ernest Mandel.

Je veux être clair à ce sujet : à mon avis, parler de « l'écologie de Marx » est un peu exagéré. Il y a dans l'œuvre de Marx et d'Engels des tensions et des contradictions qui doivent être prises en compte. Mais la dimension écologique du patrimoine de Marx est vraiment impressionnante, et sa critique de l'économie politique nous fournit d'excellents outils pour la développer. Comment alors expliquer le fait que la plus grande partie de la gauche marxiste ait raté le train écologique dans les années 1960 ? Le stalinisme porte évidemment une responsabilité majeure. Mais le moins qu'on puisse dire est que cette explication n'est pas très convaincante dans le cas des courants antistaliniens... Il faut chercher plus loin. Selon moi, il y a eu une très large contamination de la gauche par les conceptions productivistes et scientistes. Elle a commencé dans la social-démocratie à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et le mal n'a pas été vraiment extirpé dans le mouvement communiste - peut-être parce que la Russie, où la révolution a eu lieu, était un pays arriéré.

Il y a eu, je pense, trois facteurs de changement : premièrement, la menace nucléaire a favorisé une conscience croissante que les technologies ne sont pas neutres ; deuxièmement, les luttes des indigènes et des paysans pauvres ont montré la dimension sociale des questions écologiques ; troisièmement, quelques auteurs ont commencé à revisiter Marx sur la nature et ont exhumé son héritage. Les lignes bougeaient donc, mais la majorité de la gauche se contentait d'une approche purement propagandiste, consistant à dire qu'aucune alternative écologique n'est possible dans le cadre du capitalisme. C'est exact, mais ne signifie pas qu'on puisse se passer de revendications

écologiques concrètes, de réformes, articulées sur les demandes sociales dans le cadre d'un programme de transition.

Une étape importante dans la direction de ce programme a été le *Manifeste écosocialiste* écrit par Michael Löwy et Joel Kovel en 2001. L'initiative de ce manifeste a été favorisée par l'aggravation de la crise écologique et son caractère global, avec le changement climatique comme menace majeure. Parallèlement, de plus en plus de militants de nos organisations se sont impliqués dans les mouvements sociaux sur le défi écologique, en particulier le mouvement climatique et le mouvement pour la souveraineté alimentaire (qui sont étroitement liés, compte tenu du rôle important joué par l'agro-industrie dans le réchauffement climatique). Depuis son dernier congrès, la Quatrième Internationale s'est définie comme une organisation écosocialiste.

**De ton point de vue, quel est le degré de gravité du changement climatique ? S'agit-il simplement d'utiliser les technologies appropriées telles que la substitution des combustibles fossiles par les énergies renouvelables ? Le climat de la Terre peut-il être sauvé par une combinaison de capture-séquestration du carbone et de géo-ingénierie ?**

Le degré de gravité est extrême. En fait, le changement climatique est probablement la menace sociale et écologique la plus dangereuse à laquelle nous devons faire face. Les conséquences sont énormes à court, moyen et long terme. Je n'entrerai pas dans trop de détails, mais il faut savoir qu'une élévation de température de 3 ° C provoquera très probablement une élévation du niveau des mers de 7 mètres environ. Cela prendra mille ans ou plus, mais le mouvement, une fois entamé, sera impossible à arrêter. À court terme, les spécialistes pensent qu'une élévation du niveau de la mer de 60 à 90 cm pourrait se produire d'ici la fin de ce siècle. Cela signifierait des centaines de millions de réfugiés. Si l'on tient compte des autres effets du changement climatique (phénomènes météorologiques extrêmes, baisse de la productivité agricole, etc.), la conclusion est effrayante : au-delà d'un certain seuil, il n'y a pas d'adaptation possible au changement climatique pour une humanité de 8-9 milliards de gens. Où on situe le seuil n'est pas (seulement) une question scientifique mais (surtout) politique. A Paris, lors de la COP21, les gouvernements ont décidé d'agir afin de maintenir le réchauffement « bien en dessous de 2 ° C » et d'essayer de le limiter à 1,5 ° C. En fait, un réchauffement moyen de 2 ° C devrait être considéré comme une catastrophe.

Évidemment, le changement climatique n'est pas la seule menace : d'autres menaces sont l'extinction massive des espèces, l'acidification des océans, la dégradation des sols, la mort possible des océans due à la pollution par l'azote et le phosphore, la pollution chimique, les menaces sur la couche d'ozone, la surexploitation des ressources en eau douce et la concentration d'aérosols dans l'atmosphère. Mais le changement climatique joue un rôle central et est directement ou indirectement lié à la plupart des autres menaces : il est un facteur important de perte de biodiversité, l'acidification des océans est causée par la concentration atmosphérique croissante en CO<sub>2</sub>, les quantités excessives d'azote et de phosphore dans les océans proviennent de l'agro-industrie, qui joue un rôle central dans la surexploitation des ressources en eau douce et dans la perte de sol, et ainsi de suite. Le fait que la plupart des problèmes soient interconnectés implique qu'il serait erroné d'isoler la réponse au changement climatique de la réponse aux autres défis. D'ailleurs, tous ces défis écologiques ont la même origine fondamentale : l'accumulation capitaliste, la croissance quantitative impulsée par la course au profit.

Le changement climatique, par conséquent, est bien plus qu'une question technologique. Il pose la question fondamentale d'une alternative globale à ce mode de production. Et cette alternative est objectivement extrêmement urgente. En fait, elle est si urgente que, même du point de vue technologique, la stratégie du capitalisme vert est biaisée. Bien sûr, il est parfaitement possible d'utiliser uniquement des sources renouvelables pour produire toute l'énergie dont nous avons besoin. Mais comment produisez-vous les panneaux photovoltaïques, les éoliennes et autres

dispositifs de la transition ? Avec quelle énergie ? Logiquement, il faut tenir compte du fait que la transition elle-même nécessite une énergie supplémentaire et que cette énergie supplémentaire, étant à 80% d'origine fossile au début de la transition, provoque des émissions de CO<sub>2</sub> supplémentaires. Vous avez donc besoin d'un plan, afin de compenser ces émissions supplémentaires par des réductions supplémentaires ailleurs. Sans cela, il est tout à fait possible que les émissions mondiales continuent d'augmenter alors que la part des énergies renouvelables s'accroît rapidement. C'est ce qui est en train de se passer, et cela signifie qu'on risque de dépasser rapidement le « budget carbone ». Ce « budget carbone » est la quantité de carbone que vous pouvez ajouter à l'atmosphère si vous voulez avoir une certaine probabilité de ne pas dépasser un certain seuil de hausse de température avant la fin du siècle. Selon le GIEC, le budget de carbone pour 1,5 ° C et 66% de probabilité est de 400 Gt pour la période entre 2011-2100. Les émissions mondiales sont d'environ 40 Gt / an, et elles augmentent . En d'autres termes, le budget carbone de 1,5 ° C sera dépensé en 2021. Nous sommes donc déjà « dans le mur ». Telle est la vérité, et telle est le résultat concret de la frénésie capitaliste pour le profit, qui se traduit par le refus de planifier la transition en fonction des réductions d'émissions nécessaires.

Cette situation ouvre en effet le débat sur la capture-séquestration du carbone et la géo-ingénierie. Dans le cadre du système productiviste capitaliste, la capture-séquestration et la géo-ingénierie sont les seules « solutions » possibles pour compenser le dépassement du budget carbone. J'utilise des guillemets, car ce sont des solutions d'apprenti sorcier. L'une des technologies les plus avancées est la bioénergie avec capture et séquestration du carbone (BECCS). L'idée est de remplacer les combustibles fossiles par la biomasse dans les centrales électriques, de capturer le CO<sub>2</sub> résultant de la combustion et de le stocker dans des couches géologiques. Comme les plantes vertes en croissance absorbent le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère, un déploiement massif de la BECCS devrait permettre de réduire l'effet de serre, et, par conséquent, d'améliorer le budget carbone. C'est une solution très hypothétique, entre autres parce que personne ne sait s'il sera techniquement possible de garder le CO<sub>2</sub> sous terre et pendant combien de temps. En même temps, c'est une réponse extrêmement dangereuse, à la fois socialement et écologiquement, car la production de la biomasse nécessaire exigerait des surfaces terrestres énormes : environ l'équivalent d'un cinquième ou d'un quart des terres utilisées aujourd'hui par l'agriculture. D'une part, la conversion des terres cultivées en plantations de biomasse nuirait à la production alimentaire. D'autre part, la mise en place de plantations industrielles de biomasse dans les zones non cultivées entraînerait une destruction terrible de la biodiversité, un appauvrissement phénoménal de la nature. Il est donc, disons, très discutable que 95% des scénarios climatiques du GIEC incluent la mise en œuvre d'une telle technologie. Entre parenthèses, cela prouve que la science n'est pas neutre, surtout lorsqu'il s'agit de faire des projections socio-économiques.

Il est important de noter que le fait que le budget carbone pour 1,5 ° sera dépassé inévitablement et que le budget de 2 ° C sera très probablement fort vite dépassé ne signifie pas que nous devrions accepter les technologies capitalistes comme un moindre mal. Au contraire. La situation est devenue si grave que la réduction et l'annulation des émissions de carbone ne suffiront pas. Pour sauver le climat, il faut en plus retirer du carbone de l'atmosphère. Mais cet objectif peut être atteint sans recourir à la BECCS et autres technologies dangereuses. La raison pour laquelle le capitalisme opte pour des technologies telles que BECCS, c'est qu'elles conviennent à la course au profit, à l'accumulation. L'alternative est de développer et de généraliser une agro-écologie paysanne de proximité et une gestion prudente des forêts et des terres, dans le respect des peuples indigènes et des communautés. De cette façon, il sera possible de retirer de l'atmosphère de grandes quantités de carbone et de les stocker dans le sol tout en favorisant la biodiversité et en fournissant une bonne nourriture à tout le monde. Mais cette option signifie une bataille anticapitaliste frontale contre l'agrobusiness et les propriétaires fonciers. En d'autres termes : la solution ne sera pas trouvée dans le domaine technologique, mais dans l'arène politique.

**Récemment, Oxfam a sorti une étude montrant que 8 personnes à peine contrôlent la même quantité de richesse que la moitié de l'humanité. Nous avons également battu le record mondial de la température (encore une fois) et notre atmosphère a dépassé 400 ppm de concentration de CO<sub>2</sub>. Le changement climatique et l'inégalité sont-ils liés ?**

Bien sûr, ils le sont. Il est bien connu que les pauvres sont les principales victimes des catastrophes en général et de la catastrophe climatique en particulier. Il va de soi que cela vaut également pour les catastrophes climatiques dues à l'activité humaine (plus précisément : à l'activité humaine sous sa forme capitaliste). C'est déjà le cas, on l'a vu clairement dans toutes les régions du monde : aux Philippines en 2014 avec le typhon Haiyan, aux Etats-Unis en 2005 avec l'ouragan Katrina, au Pakistan en 2010 avec les grandes inondations, en Europe en 2003 avec la canicule, au Bénin et d'autres pays africains avec les sécheresses et la hausse du niveau de la mer, etc, etc.

En outre, la réponse capitaliste au changement climatique agit comme un accélérateur de cette inégalité sociale. En effet, cette politique recourt à des mécanismes de marché, notamment la marchandisation / appropriation des ressources naturelles. Elle s'appuie principalement sur le concept d'internalisation des externalités, qui signifie que le prix des dommages environnementaux doit être évalué et inclus dans le prix des biens et services. Il va de soi que cette augmentation de prix est ensuite répercutée sur les consommateurs finaux. Ceux qui ont de l'argent peuvent investir dans des technologies plus propres - voitures électriques par exemple - les autres, qui n'en ont pas, sont condamnés à payer plus pour le même service (dans ce cas, pour la mobilité).

Dans l'approfondissement des inégalités, le secteur de l'assurance joue un rôle spécifique : il refuse d'assurer des risques croissants dans les zones où vivent les pauvres ou augmente les primes que les gens doivent payer pour être assurés. Le secteur financier en général joue un rôle majeur, car il investit dans le marché du carbone, qui est hautement spéculatif. Par exemple, il investit dans les forêts parce que la fonction des forêts en tant que puits de carbone est devenue une marchandise, un produit financier. En conséquence, les peuples autochtones sont bannis de leurs moyens de subsistance, au nom de la protection de la nature, alors que cette nature, ils l'ont façonnée et protégée pendant des siècles. Un processus similaire d'expropriation et de prolétarianisation est en cours dans le secteur agricole, par exemple en raison de la production de biocarburants et de biodiesel. Ici aussi, la protection du climat sert de prétexte à une politique féroce, qui renforce les inégalités et soumet les personnes et l'environnement aux diktats des entreprises.

Dans la logique du capital, il est à craindre que ces mécanismes de marchandisation et d'appropriation des ressources gagnent en importance à l'avenir, générant de plus en plus d'inégalités sociales. C'est évident à la lumière de ce qui a été dit auparavant, sur la mise en œuvre de la géoingénierie, en particulier la BECCS. Mais ce n'est qu'un début. Le dernier rapport de la Commission mondiale, un *think-tank* très influent présidé par Sir Nicholas Stern, est consacré au rôle des infrastructures dans la transition vers la soi-disant économie verte. Le document définit la nature en général comme « infrastructure », explique la nécessité de rendre l'investissement dans les infrastructures attrayant pour le capital et conclut qu'une condition clé de cet attractivité est la généralisation et la stabilisation de droits de propriété bien établis. Potentiellement, le capital veut incorporer la nature en général comme il incorpore la main-d'œuvre (qui est d'ailleurs aussi une ressource naturelle, c'est donc une extension « logique »).

**Peux-tu parler un peu de la relation entre la crise écologique et l'immigration et des tendances que tu vois pour l'avenir ?**

C'est l'une des conséquences les plus horribles du changement climatique. Comme on l'a dit précédemment, au-dessus d'un certain seuil, il n'y a pas d'adaptation possible au changement climatique pour une humanité de 8-9 milliards de personnes. Les plus menacés sont ceux qui seront

forcés de quitter les lieux où ils vivent. Ce processus est déjà en cours dans plusieurs régions, par exemple en Afrique de l'Ouest, où il se combine aux effets de la guerre, de la dictature, du terrorisme et de l'accaparement des terres par les multinationales. Il est également en cours au Bangladesh, au Vietnam et dans certaines petites îles. Que font ces gens ? Ils se concentrent à la périphérie des villes. Leur structure sociale est mise sens dessus dessous - les relations entre les sexes en particulier, avec une perte de pouvoir économique pour les femmes. Certains, surtout des hommes, essaient de migrer vers les pays riches. S'ils survivent au voyage, ils tentent d'envoyer de l'argent à la famille. C'est un énorme désastre.

### **Comment évalues-tu la victoire de Trump dans ce contexte ?**

Le chiffre que j'ai donné pour le budget carbone de 1,5 ° C signifie que Trump arrive au pouvoir alors que nous sommes sur le fil du rasoir, au seuil d'un basculement changement climatique très important. Au cours de sa campagne, Trump a déclaré que le changement climatique est un canular créé par « les Chinois » afin de rendre l'industrie américaine non compétitive, et il a promis de quitter l'accord de Paris. Son équipe est truffée de négationnistes du climat, et la personne qu'il a choisie pour diriger l'EPA veut la détruire de l'intérieur - après avoir essayé pendant des décennies de la détruire de l'extérieur, en tant que procureur général de l'Oklahoma.

Tout cela est extrêmement inquiétant. Nous n'appuyons pas l'accord de Paris et nous n'appuyons pas la « contribution nationale déterminée » (NDC) des USA à cet accord : les deux sont grandement insuffisants d'un point de vue écologique et profondément iniques d'un point de vue social. En particulier, nous savons qu'il existe un écart énorme entre l'objectif de l'accord de Paris (1,5-2 ° C) d'une part, et l'impact cumulé des NDC des pays signataires de Paris (2,7-3,7 ° C), d'autre part. En termes d'émissions, cet écart atteindra environ 5,8 Gt en 2025. Pour évaluer l'impact d'une décision des États-Unis de quitter l'accord, il faut savoir que la NDC des États-Unis équivaut à une réduction des émissions de 2Gt d'ici 2025 (par rapport à 2005), et que ces 2Gt représentent environ 20% de l'effort global représenté par les NDC des 191 signataires de l'accord. Le programme de Trump, si mis en pratique, signifie que les États-Unis ajouteraient 2Gt de carbone à l'écart de 5,8 Gt entre ce que les gouvernements du monde ont promis de faire et ce qui devrait être fait pour ne pas dépasser 1,5 ° C de réchauffement. En d'autres termes : avec les États-Unis, il sera très, très difficile de ne pas dépasser les 2 ° C, comme je l'ai déjà dit ; sans les États-Unis, cela pourrait s'avérer impossible.

Je pense que la majorité des classes dirigeantes du monde entier sont maintenant convaincues que le changement climatique est une réalité, une énorme menace pour sa domination, et que cette réalité menaçante est « d'origine anthropique ». Cela n'a pas changé avec l'élection de Trump, comme en témoignent les réactions de la Chine, de l'Inde, de l'UE, etc. Même l'Arabie Saoudite a confirmé son engagement envers l'accord de Paris et maintenu sa NDC. Mais l'effet de la défection américaine, si elle est confirmée, sera que les autres pays seront encore moins disposés à intensifier leurs efforts pour combler l'écart. De ce point de vue, la position très conservatrice de l'UE en dit long. Nous devrions exiger partout que les gouvernements renforcent les efforts climatiques : pour combler l'écart entre Paris et les NDC, d'une part, et pour compenser la défection américaine, d'autre part. Mais ce double comblement n'est pas réalisable dans le cadre de la politique capitaliste actuelle : il nécessite des réformes en rupture avec la logique du marché, telles que des transports publics gratuits, des initiatives publiques pour isoler les bâtiments, un soutien aux paysans contre l'agro-industrie, un soutien aux peuples indigènes contre les sociétés minières et forestières extractivistes, etc.

Il est vrai que Trump ne concrétisera pas facilement son ambition, parce qu'une partie de la politique climatique américaine dépend des États, des villes et des entreprises, d'une part, et, d'autre part, parce que le CO<sub>2</sub> est défini comme polluant dans le Clean Air Act, qui est une

législation clé aux Etats-Unis. Mais le problème doit être vu dans un contexte beaucoup plus large. Ce n'est pas seulement le problème de la politique climatique de Trump, mais de sa politique en général. Le projet de Trump est de contrer le déclin de l'hégémonie américaine dans le monde. C'est aussi ce que Obama a visé, mais la méthode de Trump est différente. Obama voulait atteindre cet objectif dans le cadre de la gouvernance néolibérale multilatérale. Trump veut l'atteindre par une politique nationaliste, raciste, sexiste, islamophobe, antisémite et brutale. Il est principalement préoccupé par la Chine capitaliste, puissance montante qui pourrait défier l'hégémonie US à l'avenir. Ce projet porte en lui un sérieux danger de guerre, voire d'une troisième guerre mondiale. Il y a des analogies à la fois avec le déclin de l'empire britannique et la montée de l'Allemagne avant la Première Guerre mondiale, et avec la montée de Hitler dans un contexte de crise économique, sociale et politique très profonde, avant la Seconde Guerre mondiale (je ne dis pas que Trump est un fasciste, ce n'est pas le propos). Dans cette situation, par la force des circonstances, l'urgence de la crise climatique pourrait être reléguée au rang de question secondaire, bien que des gens intelligents dans les classes dirigeantes soient conscients qu'il n'en est rien.

« *Every cloud has its silver lining* » (chaque nuage a son liséré d'argent). Le côté positif de la situation est que la polarisation aux États-Unis profite non seulement à la droite, mais aussi à la gauche. La Marche des Femmes, les mobilisations de masse contre le « Muslim ban » et la Marche pour le Climat le 29 avril, entre autres, montrent qu'il est possible de vaincre Trump. Le défi est énorme, non seulement pour les gens aux États-Unis, mais pour nous tous, dans le monde entier. Dans la situation actuelle, vaincre Trump est la meilleure façon de lutter pour le climat. Dans tous les pays, nous devrions essayer d'embrancher sur la mobilisation sociale aux États-Unis. Le mouvement étasunien des femmes vient de lancer un appel international pour se joindre à leur lutte le 8 mars (Journée internationale de la femme). C'est l'exemple à suivre. Dans le même esprit, nous devrions essayer partout d'organiser des manifestations pour le climat le 29 avril (ou 22, date d'un marche pour la Science aux USA). Pas pour soutenir l'accord de Paris, bien sûr, mais pour mettre en avant des revendications écosocialistes radicales.

**Comme nous vivons dans un monde si profondément modifié par les activités humaines, de nombreux scientifiques s'accordent à dire que nous sommes entrés dans une nouvelle époque géologique : l'Anthropocène. Quelles implications penses-tu que cela doit avoir dans le programme et la stratégie révolutionnaires de gauche ?**

C'est un débat très intéressant, en effet. Les scientifiques considèrent que l'Anthropocène a commencé après la Seconde Guerre mondiale. La raison en est que ce n'est qu'à partir de ce moment que l'impact de l'activité humaine a entraîné des changements géologiques, tels que l'élévation du niveau de la mer, les déchets nucléaires, l'accumulation de molécules chimiques qui n'existaient pas auparavant et qui sont quasiment non-dégradables ... D'un point de vue géologique, cela ne peut être contesté : la date repose sur des faits objectifs. Mais il y a deux débats sociaux et politiques sous-jacents : sur les mécanismes à la base de ce changement objectif, et sur les implications en termes de programme et de stratégie. Les deux débats sont liés.

Le débat sur les mécanismes est un débat sur les raisons pour lesquelles l'humanité détruit l'environnement. Bien sûr, le capitalisme est le responsable majeur de cette destruction : sa logique de croissance, de production de valeur abstraite et de maximisation du profit est incompatible avec la soutenabilité écologique. Le profil exponentiel des courbes montrant l'évolution des différents aspects de la crise écologique en fonction du temps en est une illustration claire : toutes ces courbes (émissions de gaz à effet de serre, appauvrissement de la couche d'ozone, pollution chimique, charge de l'atmosphère en aérosols, disparition d'espèces, etc.) montrent un point d'inflexion après la Seconde Guerre mondiale. Le lien avec la longue vague d'expansion capitaliste est absolument évident. Nier la responsabilité majeure du capitalisme, prétendre que l'Anthropocène serait un résultat, non du capitalisme, mais de l'existence d'*Homo sapiens*, voire du genre *Homo*, est ridicule.

Mais ce n'est pas toute l'histoire. Car des destructions environnementales se sont produites avant le capitalisme et ont été perpétrées à une échelle massive dans les sociétés non capitalistes du XX<sup>e</sup> siècle. Il y a une certaine similitude avec l'oppression des femmes : cette oppression existait avant le capitalisme et elle s'est poursuivie dans le cadre de ce que certains ont appelé le « socialisme réellement existant ». La conclusion de l'analyse est la même dans les deux cas : l'abolition du capitalisme est une condition nécessaire pour l'émancipation des femmes et pour une relation non prédatrice de l'humanité avec le reste de la nature, mais ce n'est pas une condition suffisante. Dans la lutte pour la libération des femmes, l'implication de cette analyse est double : les femmes ont besoin d'un mouvement autonome, et les révolutionnaires doivent construire une tendance socialiste dans ce mouvement. Ici, on touche clairement la limite de la comparaison, parce qu'aucun mouvement autonome de la nature ne peut évidemment intervenir dans le débat social.

Quelle conclusion en tirer ? Que certains humains doivent intervenir au nom de la nature dans le débat social. C'est ce que les écosocialistes veulent faire, dans une perspective anticapitaliste. Ainsi, l'écosocialisme est bien plus qu'une stratégie pour lier les exigences sociales et environnementales : c'est un projet de civilisation visant à développer une nouvelle conscience écologique, une nouvelle culture de la relation avec la nature, une nouvelle cosmogonie. Personne ne peut déterminer le contenu de cette nouvelle conscience à l'avance, bien sûr, mais je pense qu'elle doit être guidée par le respect, le soin et la prudence. Nous savons que l'humanité a un énorme pouvoir de domination. C'est un produit de notre intelligence. Mais le nom « domination », en français, peut être compris dans deux sens : comme un acte de brutalité et d'appropriation d'une part, comme capacité de comprendre, de maîtriser des questions difficiles, d'autre part. Nous devons arrêter d'urgence de dominer la nature - dont nous faisons partie - dans le premier sens et essayer de la « dominer » dans le second sens - comme un.e bon.ne étudiant.e « domine » sa matière. Nous avons causé beaucoup de destruction, mais il n'y a aucune raison de penser que notre intelligence ne puisse pas être utilisée pour prendre soin de la nature et pour reconstruire ce que nous avons détruit, si possible. Contrairement à ce que dit Jared Diamond, d'autres sociétés dans le passé ont pris soin de leur environnement très judicieusement, grâce à une connaissance très profonde de celui-ci.

Ce dont nous avons besoin, en bref, n'est pas seulement d'une révolution sociale, mais aussi d'une révolution culturelle. Elle doit commencer immédiatement par des changements de comportement très concrets, mais ce n'est pas une pure question d'attitude individuelle. Les changements doivent être favorisés socialement et progresseront à travers des luttes concrètes. Les sociétés indigènes sont une source d'inspiration. Je pense que les petits paysans joueront un rôle décisif dans ce processus, pour des raisons évidentes. Et les femmes aussi. Non pas parce qu'elles seraient « par nature » plus sensibles à la question écologique, mais en raison de leur oppression spécifique. D'une part, parce qu'elles assument 80% de la production agricole, les femmes sont directement confrontées à la réalité de la dégradation de la nature et à ses conséquences. Deuxièmement, du fait de l'oppression patriarcale, les femmes sont le plus souvent chargées des soins au sein de la famille : cela leur donne un point de vue spécifique sur l'importance des trois facteurs que j'ai mentionnés : le respect, le soin et la prudence.

**Propos recueillis par Alexandre Araújo Costa,**

---

**P.-S.**

\* Originellement publié sur le site en portugais (Brésil) :

<http://oquevocefariasesoubesse.blogspot.be/2017/02/especial-para-nosso-blog-entrevista-com.html>